

FONTAINE-FRANÇAISE

# À qui appartient le pont endommagé au-dessus du canal ?

Un pont métallique a été détérioré, en 2019, sur le canal Entre Champagne et Bourgogne. Des travaux doivent être engagés. Mais est-ce à la commune de supporter les frais de ce chantier assez important ? C'est la question que se pose le maire de Fontaine-Française.

Un pont métallique, situé sur le territoire de la commune de Fontaine-Française, a été détérioré sur le canal Entre Champagne et Bourgogne, en 2019. Des dégâts qui auraient été provoqués par le passage d'un camion d'une entreprise, selon le maire Nicolas Urbano : « On sait qu'elle est l'entreprise qui l'a endommagé en passant dessus avec un gros camion. On avait pris contact avec elle à l'époque, mais elle nous avait dit qu'elle n'était pas responsable des dégâts ».

Voies navigables de France (VNF) a informé la commune du besoin de réhabilitation de ce pont. En effet, à l'heure actuelle, il n'est plus praticable. « On a mis des cailloux pour que les véhicules ne passent plus, notamment les tracteurs, car cela peut être dangereux et endommager encore plus ce pont », souligne le premier édile.

## Débat sur le propriétaire du pont

Selon VNF, le pont appartient à la commune. La municipalité estime quant à elle, que le pont appartient à VNF.

« On a mis des cailloux pour que les véhicules ne passent plus, notamment les tracteurs. »

Nicolas Urbano, maire



Le pont endommagé, situé entre Fontaine-Française et Fontenelle, sur le canal Entre Champagne et Bourgogne, a été fermé à la circulation des véhicules en attendant sa réparation.

Photos LBP/R. M.

C'est bien le point qui interroge le maire qui aimerait savoir qui est le propriétaire de l'ouvrage, afin de définir à qui incombe la charge des travaux. « On ne sait pas à qui appartient ce pont. Il a été construit à l'époque où a été fait le canal, et je n'ai retrouvé aucune trace indiquant que ce pont est propriété de notre commune. J'ai donc écrit en fin d'année aux

Voies navigables de France, à Béthune, où est situé le siège, afin de savoir à qui appartient ce pont. Mais pour l'instant, j'attends toujours leur réponse. Je n'ai eu aucune nouvelle de leur part et je vais les relancer à ce sujet », indique Nicolas Urbano.

Nous avons également cherché à en savoir plus en contactant les Voies navigables de France. Cependant, aucune réponse ne nous est parvenue depuis la fin du mois de janvier, malgré plusieurs relances.

## Environ 120 000 € de travaux

En matière de travaux, cela représente tout de même un budget important. La municipalité a ainsi demandé un devis concernant les réparations et cela représente un budget d'environ 120 000 €.



« On a pris une délibération au conseil municipal, au cas où, pour bénéficier des subventions si c'est à nous de faire les travaux. Mais si on est obligé de prendre les travaux à notre charge, alors je porterai plainte contre l'entreprise qui a causé ces dégâts. »

Ainsi, le conseil municipal a adopté le principe de la réfection du pont métallique pour un montant estimatif de 119 645 € HT. La municipalité a sollicité l'aide de l'État au

titre de la DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) "réfection des ponts". Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif communal 2022. Entre 20 et 50 % de subventions sont attendues.

Lorsque la question de la propriété du pont et une éventuelle plainte contre l'entreprise forestière qui aurait dégradé ce pont seront effectuées, les travaux pourront commencer.

Rémy MONGET (CLP) avec Grégory VALLOIRE

## Ce que dit la loi

Pour dénouer un peu cette histoire de propriété des ponts, il faut regarder du côté du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P). Ainsi, l'article L2124-25 de ce code, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006, stipule que « les ponts construits, tant sur le canal que sur ses rigoles nourricières, sont réparés, entretenus et reconstruits au besoin aux frais de la personne publique propriétaire du canal ; ceux sur les contre-canaux ainsi que ceux sur les rigoles d'entrée ou de sortie des aqueducs ou des épanchoirs restent à la charge des

communes lorsqu'ils ne sont pas dépendants du domaine public routier ». Quelques indices, mais rien de très précis.

## Une jurisprudence et des conventions

En revanche, une jurisprudence constante du Conseil d'État indique que les ponts interrompus par une infrastructure de transport de l'État, comme un canal, appartiennent en principe, sauf convention contraire, au propriétaire de la voie portée, car ils sont des éléments constitutifs des

voies dont ils assurent la continuité. Cependant, pour faciliter la gestion de ces ouvrages et prévenir leur détérioration, une autre loi, appelée loi Didier, prévoit, « sans remettre en cause le principe de l'appartenance de l'ouvrage au propriétaire de la voie portée, que ces ouvrages feraient l'objet de conventions entre les propriétaires ou gestionnaires des voies portées et franchies. Ces conventions préciseront les rôles de chacun quant à la gestion des ouvrages, notamment au niveau opérationnel (modalités d'interventions sur l'ouvrage, etc.). El-

les prévoiront également les modalités de répartition entre les propriétaires ou gestionnaires des voies de la charge financière représentée par la surveillance, l'entretien, la réparation et le renouvellement de ces ouvrages. La loi s'applique aux ouvrages construits postérieurement à son entrée en vigueur, mais également à ceux existants lors de son entrée en vigueur, selon les modalités prévues à l'article L. 2123-11 du CG3P ». Cela pourrait donc permettre de réduire le coût des travaux pour la commune de Fontaine-Française.